



Fiche d'information

Date :

22 avril 2025

Modifications pertinentes pour la Statistique de l'assurance-maladie obligatoire

Résumé

Le chapitre 1 résume dans un tableau les modifications législatives pertinentes pour la Statistique de l'assurance-maladie obligatoire pour les années 2014 à 2024. Le chapitre 2 permet de suivre l'évolution des franchises, des rabais sur les primes et de la quote-part dans l'AOS jusqu'en 1996. Les abréviations utilisées sont expliquées dans l'annexe.

1. Nouveautés importantes dans l'assurance-maladie

-
- 2024**
- 1^{er} janvier 2024 et 1^{er} juillet 2024 modification de l'OPAS et de ses annexes relatives aux prestations de l'AOS.
 - 1^{er} janvier 2024 modification de l'OAMal et de l'OPAS concernant la prise en charge dans des cas particuliers, des mesures de réduction des coûts et des mesures visant à accroître la sécurité juridique.
 - 1^{er} juillet 2024 modification de l'OAMal et de l'OPAS concernant l'adaptation de la part relative à la distribution des médicaments.
 - 1^{er} janvier 2024 modification de la LAMal (mesures visant à freiner la hausse des coûts, volet 1b).
 - 1^{er} janvier 2024 et 1^{er} juillet 2025 modification de la LAMal et de l'OAMal (exécution de l'obligation de payer les primes).
 - 1^{er} juillet 2024 modification de la LAMal, de l'OAMal et de l'OPAS (1^{ère} étape de l'initiative sur les soins — facturation par les infirmiers de certaines prestations sans prescription ou mandat médical directement à l'assurance obligatoire des soins).
-
- 2023**
- 1^{er} janvier 2023 et 1^{er} juillet 2023 modification de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS ; RS 832.112.31) et de ses annexes relatives aux prestations de l'AOS.
 - 1^{er} mai 2023 amélioration de l'accès aux médicaments en cas de difficultés d'approvisionnement (prescription magistrale et dispensation partielle) ou en cas de lacune de l'offre (prescription magistrale) par la modification de la liste des médicaments avec tarif (LMT, annexe 4 OPAS).
 - 18 mars 2023 Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10) prévoyant une disposition d'exception (art. 37 al. 1^{bis}, LAMal) à la condition d'avoir travaillé pendant dans un établissement suisse reconnu de formation postgrade pour être autorisé à facturer à la charge de l'AOS pour les médecins.
 - 1^{er} janvier 2023 entrée en vigueur de l'ordonnance du DFI du 28 novembre 2022 sur la fixation des taux régionaux de couverture des besoins en prestations médicales ambulatoires par domaine de spécialisation (RS 832.107.1), qui complète la mise en œuvre de l'art. 55a LAMal en publiant les taux de couverture par domaine et par région, conformément à l'art. 3, al. 4, de l'ordonnance sur la fixation de nombres maximaux de médecins qui fournissent des prestations ambulatoires.
 - Modification de la LAMal et de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal ; RS 832.102) concernant le volet 1a des mesures visant à freiner la hausse des coûts, plus précisément les mesures « Promotion des forfaits ambulatoires », « Transmission des données dans le domaine des tarifs » et « Introduction de projets pilotes ».
 - Entrée en vigueur de la loi fédérale sur la transmission de données des assureurs dans l'assurance obligatoire des soins (RO 2022 731) et modification correspondante de l'OAMal (art. 28 ss, OAMal et art. 62a, OSAMal).
-

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

-
- 2022**
- 1^{er} juillet 2022 Amélioration de l'accès à la psychothérapie. Changement de système, passant du modèle de la délégation (dans lequel le thérapeute travaillait sous la surveillance d'un médecin) au modèle de la prescription. Désormais, les psychologues-psychothérapeutes et organisations de psychologues-psychothérapeutes admis peuvent fournir à titre indépendant, sur prescription médicale, des prestations de psychothérapie remboursées par l'assurance obligatoire des soins.
 - 1^{er} janvier 2022 Amélioration de l'accès aux soins podologiques médicaux pour les personnes atteintes de diabète. Les podologues et organisations de podologues admis peuvent fournir à titre indépendant, sur prescription médicale, des prestations de podologie médicale remboursées par l'assurance obligatoire des soins pour les personnes atteintes de diabète sucré présentant un risque accru de syndrome du pied diabétique.
 - Le 1^{er} janvier 2022, une exemption de la franchise est entrée en vigueur pour les dépistages du cancer du côlon réalisés dans les cantons de Berne et de Lucerne dans le cadre de programmes de prévention au sens de l'art. 64, al. 6, let. 2, de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10).
 - Modification des art. 58a à 58f de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal ; RS 832.102) ainsi que des al. 2 à 4 des dispositions transitoires de la modification du 23 juin 2021 : adaptation des critères de planification.
 - Modification de la LAMal, de l'OAMal et de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS ; RS 832.112.31) concernant l'admission des fournisseurs de prestations (critères d'admission).
 - Modification de la LAMal concernant le volet 1a des mesures visant à freiner la hausse des coûts, plus précisément les mesures « Copie de la facture pour les assurés », « Organisation tarifaire nationale » et « Montant maximal de l'amende ».
 - Modification de l'art. 104 OAMal : exemptions de la contribution aux frais de séjour hospitalier.
-

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

-
- 2021**
- Modification de la LAMal et adoption de l'ordonnance sur la fixation de nombres maximaux de médecins qui fournissent des prestations ambulatoires (RS 832.107) concernant la limitation du nombre de médecins admis (art. 55a LAMal).
 - Modification de la LAMal, de l'OAMal et de l'OPAS concernant la rémunération du matériel de soins.
 - Modification de l'OAMal suite à l'adaptation de la LAMal concernant le renforcement de la qualité et de l'économicité.
 - Modification de l'OPAS et de ses annexes.
 - Modification de l'art. 4 de l'ordonnance du DFI sur la mise en oeuvre de la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR-DFI ; RS 832.112.11) concernant le nombre minimal d'emballages de médicaments requis pour l'attribution aux groupes de coûts pharmaceutiques « cancer (KRE) » et « cancer complexe (KRK) ».
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les régions de primes (RS 832.106) : annexe.
 - Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2019 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège (RS 832.112.51).
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les réserves dans l'assurance-maladie sociale (modification de l'annexe).
 - Révision de l'ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR ; RS 832.112.1) : art. 4, al. 1^{er} ; art. 5, al. 2, phrase introductive et al. 5 ; art. 6, al. 3 et 4 ; art. 8, al. 1 ; art. 10, al. 3 ; art. 18a, al. 4 ; art. 20 ; art. 22, al. 2, 4 et 6 ; art. 26, al. 2.
 - Modification de l'OAMal (art. 9, al. 2).
 - Modification de l'accord entre le Conseil fédéral suisse et le CICR en vue de déterminer le statut juridique du Comité en Suisse (RS 0.192.122.50).

-
- 2020**
- Modification de l'ordonnance du DFI sur les régions de primes (annexe).
 - Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2019 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège.
 - Révision totale de l'ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie. Adoption de l'ordonnance du DFI sur la mise en œuvre de la compensation des risques dans l'assurance-maladie.
 - Modification de l'ordonnance sur la réduction des primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers qui résident dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège (art. 4, al. 1 et 2, art. 5, art. 9, al. 1 et 2, art. 13 et 15).
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les réserves dans l'assurance-maladie sociale (Modification du formulaire électronique figurant en annexe).
 - Modifications de l'OPAS concernant la neutralité des coûts ainsi que l'évaluation des soins requis (OPAS art. 7, al. 2, let. a, ch. 1, art. 7a, al. 1 et 3, art. 8, 8a, 8b, et 8c).
 - Modification de la LAMal concernant l'obligation de répercuter les avantages perçus (art. 56, al. 3^{bis}, art. 82a, art. 92, al. 2).
 - Modification de l'OAMal concernant l'obligation de répercuter les avantages perçus (art. 76a, 76b, 76c).
 - Modifications de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS ; RS 832.112.31) et des annexes (art. 12a, let. c, art. 12e, let. d, annexes 1, 1a et 2).
-

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

-
- 2019**
- Modification de la LAMal : adaptation de dispositions à caractère international (LAMal art. 41, al. 2^{bis} et 2^{ter}, art. 49a, al. 2, 2^{bis} et 3^{bis}, art. 79a).
 - Modification de la LAMal : prolongation de la limitation de l'admission à pratiquer définie à l'art. 55a (sous réserve de référendum, entre en vigueur le 1er juillet 2019 et limitée jusqu'au 30 juin 2021).
 - Modification de la LAMal : financement résiduel de prestations de soins extra-cantonaux (LAMal art. 25a, al. 5).
 - Modification de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal art. 19a, art. 22, al. 3, let. d et al. 3^{bis}, art. 36b et 37).
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les régions de primes (annexe).
 - Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2019 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège.
 - Modification de l'ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR art. 6a, 6b, 6c, art. 7, al. 2, art. 12, al. 1, let. b et al. 6).
 - Adaptations de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) et de ses annexes (OPAS art. 12a et 12e, let. a, annexes 1, 1a, 2 [Liste des moyens et appareils] et 3 [Liste des analyses] ; prolongation de la durée de validité de l'art. 35 jusqu'au 31 décembre 2019).

-
- 2018**
- Modification de la LAMal concernant l'adaptation de dispositions à caractère international (LAMal art. 34 al. 2 et 3, 41 al. 1 et 2, 41a titre, 64a al. 9, 95a al. 1 à 4).
 - Modification de l'OAMal (OAMal art. 6 al. 3 et 4, 23 al. 1 et 3, 29, 36a al. 1 à 3, 91 al. 2, 99 al. 1^{bis}, 105e al. 1 et 1^{bis}, 105f al. 1, 105j al. 2 et 3, 105k al. 3, 136 al. 1 et 2).
 - Modification de l'ordonnance sur l'échange de données relatif à la réduction des primes (OEDRP-DFI art. 6 al. 1 et 7 al. 2).
 - Modification de l'ordonnance sur les régions de primes (art. 3 et annexe).
 - Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2018 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège.
 - Modification de l'ordonnance sur la fixation et l'adaptation de structures tarifaires dans l'assurance-maladie (tarif médical TARMED et ajustement de la structure tarifaire pour les prestations de physiothérapie).
 - Modification de l'OAMal en raison de l'introduction de la structure tarifaire TARPSY (OAMal art. 59a^{bis}).
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les fichiers de données pour la transmission des données entre fournisseurs de prestations et assureurs (annexe).
 - Modification de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance de soins (OPAS) et de ses annexes 2 (liste des moyens et appareils, LiMA) et 3 (liste des analyses).
-

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

-
- 2017**
- Modification de la LAMal concernant la limitation de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie (LAMal art. 55a).
 - Modification de l'OAMal concernant la communication des données des assureurs et des fournisseurs de prestations (OAMal art. 28, al. 2 et 5, 30, 30a, 30b, 30c, 31, 31a et 59a^{ter}, al. 2).
 - Modification de l'OAMal concernant l'admission des fournisseurs de prestations (OAMal art. 45, titre et al. 1, let. b, 45a, 46, al. 1, let. f, 50, let. b, 50b, 51, let. e, 52, let. e, 52a, let. e, 52b, let. e, 52c, 54, al. 3, let. b, et 4, 54a).
 - Modification de l'ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR, art. 2, 2a, 2b, 2c, 2d, 3, al. 3, 4, al. 2^{bis}, let. f, 6, al. 1, let. a, 2, let. a et 6, 6a, 6b, 10, al. 1 et 2^{bis}, 13, 17, al. 4 à 7).
 - Modification de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) concernant la logopédie (OPAS art. 11, al. 1), la neuropsychologie (OPAS art. 11a), les vaccinations prophylactiques (OPAS art. 12a, let. a et f), les examens concernant l'état de santé général (OPAS art. 12c, let. a), les mesures en vue du dépistage précoce de maladies chez certains groupes à risques (OPAS art. 12d, al. 1, let. g), les examens de contrôle (OPAS art. 13, let. a, ch. 1 et b^{ter}), la préparation à l'accouchement (OPAS art. 14), les conseils en cas d'allaitement (OPAS art. 15, al. 1), les prestations des sages-femmes (OPAS art. 16, al. 1, let. a, ch. 1 et d), la formation et la formation graduée (OPAS art. 42, al. 3), les exigences supplémentaires en matière de génétique médicale (OPAS art. 43).
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les réserves dans l'assurance-maladie sociale (ORe-DFI, annexe).
 - Modification de l'ordonnance du DFI sur les régions de primes (annexe).
 - Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2017 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège.
 - Modification de l'ordonnance de l'OFSP sur l'établissement des comptes et la présentation des rapports dans le domaine de l'assurance-maladie sociale (annexe).
 - Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant du remboursement de prime pour 2017.
-

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

-
- 2016**
- 1.1.2016 Mise en vigueur de la loi fédérale sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal).
 - 1.1.2016 Adoption de l'ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (OSAMal).
 - 1.1.2016 Modification de la LAMal suite à l'adoption de la LSAMal (LAMal art. 1, 4, 7, 18, 23, 24, 59a, 61, 67, 72, 84, 84a et 92). Abrogation (LAMal art. 11 à 15, 21 à 22a, 60, 68, 75, 93, 93a et 94).
 - 1.1.2016 Modification de l'OAMal suite à l'adoption de l'OSAMal (OAMal art. 28, 31, 33, 37d à 37f, 91 et 91b). Abrogation (OAMal art. 12 à 18, 19a à 21, 24 à 26, 28a, 78 à 88, 92, 92b, 92c, 107 et 108).
 - 1.1.2016 Modification de la LAMal concernant les conventions tarifaires (LAMal art. 46, al. 1^{bis}).
 - 1.1.2016 Modification de l'OAMal concernant les laboratoires admis (OAMal art. 53, let. e).
 - 1.1.2016 Modification de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) concernant les vaccinations prophylactiques (OPAS art. 12a, let. k), les examens de contrôle (OPAS art. 13, let. b, ch. 1 et b^{bis}) et les prestations des sages-femmes (OPAS art. 16, al. 1, let. d, ch. 2 et 3).
 - 1.1.2016 Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2016 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège. Adoption de l'ordonnance du DFI sur les régions de primes. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur l'établissement des comptes et la présentation des rapports dans le domaine de l'assurance-maladie sociale. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant du supplément de prime pour 2016. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant de la diminution de prime annuelle pour 2016. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant du remboursement de prime annuel pour 2016.

-
- 2015**
- 1.1.2015 Modification de la LAMal concernant la correction des primes (LAMal art. 106, 106a, 106b, 106c). Modification concernant les projets pilotes pour la prise en charge de prestations à l'étranger (OAMal art. 36a, al. 3, let. a), modification concernant la facturation dans le domaine ambulatoire et les domaines de la réadaptation et de la psychiatrie (OAMal art. 59a^{bis}), modification concernant la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR art. 6, al. 6 et ch. II, al. 2).
 - 1.1.2015 Modification de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) concernant les prestations prescrites par les chiropraticiens (OPAS art. 4, let. b), les vaccinations prophylactiques (OPAS art. 12a, let. a, b, c, d, f, g, h, i, j et l), les mesures visant la prophylaxie de maladie (OPAS, art. 12b, let. c), les examens de contrôle (OPAS art. 13, let. b, ch. 1), les soins dentaires (OPAS art. 19, let. e), les laboratoires (OPAS art. 42, al. 2).
 - 1.1.2015 Adoption de l'ordonnance sur la correction des primes. Adoption de l'ordonnance sur l'adaptation de structures tarifaires dans l'assurance-maladie. Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2015 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant du supplément de prime annuel pour 2015. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant de la diminution de prime annuelle pour 2015. Adoption de l'ordonnance de l'OFSP sur le montant du remboursement de prime annuel pour 2015.
-

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

-
- 2014**
- 1.1.2014 Modification de la LAMal concernant la participation aux coûts en cas de maternité (LAMal art. 64, al. 7).
 - 1.1.2014 Modification de la LAMal concernant la limitation de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie (LAMal art. 55a).
 - 1.1.2014 Modification concernant la liste des spécialités (OAMal art. 65d, al. 1^{bis}, 65f, 66, 66b, 68, al. 1, let. f et g et 71).
 - 1.1.2014 Modification concernant les exceptions à l'obligation de s'assurer (OAMal art. 2, al. 4^{bis}).
 - 1.1.2014 Modification concernant les conditions d'admission des laboratoires (OAMal art. 54, al. 1, let. a, ch. 4).
 - 1.1.2014 Modification concernant la contribution aux frais de séjour hospitalier (OAMal art. 104, al. 2, let. c).
 - 1.1.2014 Adoption de l'ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2014 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège.
 - 1.1.2014 Modification de l'ordonnance du DFI sur les réserves dans l'assurance-maladie sociale (ORe-DFI).
 - 1.1.2014 Adoption de l'ordonnance du DFI sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (OLAF).
 - 1.1.2014 Modification de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) concernant la procédure d'admission dans la liste des spécialités (OPAS art. 31, 31a, 35b, al. 2 et 10, 36, al. 3 et 37b), les prestations prescrites par les chiropraticiens (OPAS art. 4, let. c et d), les vaccinations prophylactiques (OPAS art. 12a), les mesures de dépistage précoce de maladies dans toute la population (OPAS art. 12e, let. a et d), les prestations spécifiques en cas de maternité (OPAS art. 13, let. d), les conseils nutritionnels (OPAS art. 9b, al. 1, let b et b^{bis}).
 - 1.1.2014 Modification de l'ordonnance du DFI sur l'échange de données relatif à la réduction des primes (OEDRP-DFI art. 6, al. 1, 8, al. 2).
-

1996 – 2013 : voir Statistique de l'assurance-maladie obligatoire 2012 à 2022

Etat des données : 2024

Source : Statistique des assurances sociales suisses, OFAS.

2. Evolution des franchises, des rabais et de la quote-part dans l'AOS depuis 1996

2.1 Adultes (dès 19 ans)¹

Dès 2010

Quote-part 10 %² au max. 700.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (70 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	300.-	-	-
Franchises à option	1) 500.-	50 %	140
	2) 1000.-	50 %	490
	3) 1500.-	50 %	840
	4) 2000.-	50 %	1190
	5) 2500.-	50 %	1540

2006–2009

Quote-part 10 %² au max. 700.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (80 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	300.-	-	-
Franchises à option	1) 500.-	50 %	160
	2) 1000.-	50 %	560
	3) 1500.-	50 %	960
	4) 2000.-	50 %	1360
	5) 2500.-	50 %	1760

2005

Quote-part 10 % au max. 700.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (80 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	300.-	-	-
Franchises à option	1) 500.-	50 %	160
	2) 1000.-	50 %	560
	3) 1500.-	50 %	960
	4) 2000.-	50 %	1360
	5) 2500.-	50 %	1760

¹ Adultes dès 19 ans : jeunes adultes (19-25 ans) + adultes (dès 26 ans)

² Exception : Depuis le 1^{er} janvier 2024, une quote-part relevée à 40 % s'applique à certains médicaments, principalement des préparations originales, lorsqu'ils sont trop chers par rapport aux génériques ou aux biosimilaires (art. 38a OPAS). Auparavant, la quote-part relevée était de 20 %.

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
 Cette publication est également disponible en allemand.

2004

Quote-part 10 % au max. **700.-**

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (80 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	300.-	-	-
Franchises à option	1) 400.-	3 %	80
	2) 600.-	9 %	240
	3) 1200.-	24 %	720
	4) 1500.-	30 %	960

2001–2003

Quote-part 10 % au max. 600.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	230.-	-	-
Franchises à option	1) 400.-	8 %	170
	2) 600.-	15 %	370
	3) 1200.-	30 %	970
	4) 1500.-	40 %	1270

1998–2000

Quote-part 10 % au max. 600.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %
Franchise ordinaire	230.-	-
Franchises à option	1) 400.-	8 %
	2) 600.-	15 %
	3) 1200.-	30 %
	4) 1500.-	40 %

1996–1997

Quote-part 10 % au max. 600.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %
Franchise ordinaire	150.-	-
Franchises à option	1) 300.-	10 %
	2) 600.-	20 %
	3) 1200.-	35 %
	4) 1500.-	40 %

Etat des données : 17.12.2024

Source : OFSP

Les cases grisées marquent les changements par rapport à la période précédente.

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

2.2 Enfants (0–18 ans)

Dès 2010

Quote-part 10 %³ au max. 350.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (70 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	0.-	-	-
Franchises à option	1) 100.-	50 %	70
	2) 200.-	50 %	140
	3) 300.-	50 %	210
	4) 400.-	50 %	280
	5) 500.-	50 %	350
	6) 600.-	50 %	420

2006–2009

Quote-part 10 %³ au max. 350.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (80 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	0.-	-	-
Franchises à option	1) 100.-	50 %	80
	2) 200.-	50 %	160
	3) 300.-	50 %	240
	4) 400.-	50 %	320
	5) 500.-	50 %	400
	6) 600.-	50 %	480

2005

Quote-part 10 % au max. 350.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (80 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	0.-	-	-
Franchises à option	1) 100.-	50 %	80
	2) 200.-	50 %	160
	3) 300.-	50 %	240
	4) 400.-	50 %	320
	5) 500.-	50 %	400
	6) 600.-	50 %	480

³ Exception : Depuis le 1^{er} janvier 2024, une quote-part relevée à 40 % s'applique à certains médicaments, principalement des préparations originales, lorsqu'ils sont trop chers par rapport aux génériques ou aux biosimilaires (art. 38a OPAS). Auparavant, la quote-part relevée était de 20 %.

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
 Cette publication est également disponible en allemand.

2004

Quote-part 10 % au max. 350.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (80 % de l'écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	0.-	-	-
Franchises à option	1) 150.-	21 %	120
	2) 300.-	37 %	240
	3) 375.-	43 %	300

2001–2003

Quote-part 10 % au max. 300.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %	mais au plus en frs par an (écart entre la franchise à option et la franchise ordinaire)
Franchise ordinaire	0.-	-	-
Franchises à option	1) 150.-	15 %	150
	2) 300.-	30 %	300
	3) 375.-	40 %	375

1998–2000

Quote-part 10 % au max. 300.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %
Franchise ordinaire	0.-	-
Franchises à option	1) 150.-	15 %
	2) 300.-	30 %
	3) 375.-	40 %

1996–1997

Quote-part 10 % au max. 300.-

	Franchise	Rabais maximal octroyé sur la prime en %
Franchise ordinaire	0.-	-
Franchises à option	1) 150.-	20 %
	2) 300.-	35 %
	3) 375.-	40 %

Etat des données : 17.12.2024

Source : OFSP

Les cases grisées marquent les changements par rapport à la période précédente.

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.

Annexe : Abréviations

AOS	Assurance obligatoire des soins LAMal
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DFI	Département fédéral de l'intérieur, Suisse
LAMal	Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie
LCA	Loi fédérale sur le contrat d'assurance (Loi sur le contrat d'assurance) du 2 avril 1908
LSAMal	Loi fédérale sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (Loi sur la surveillance de l'assurance-maladie) du 26 septembre 2014
OAMal	Ordonnance du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie
OCoR	Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie du 19 octobre 2016
OFAS	Office fédéral des assurances sociales, Berne
OFSP	Office fédéral de la santé publique, Berne
OPAS	Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins) du 29 septembre 1995
OSAMal	Ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (Ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie) du 18 novembre 2015

Informations complémentaires :

Office fédéral de la santé publique, Section Gestion des données et statistique, kuv-dms@bag.admin.ch, www.bag.admin.ch
Cette publication est également disponible en allemand.